

DISCOURS DE Pierre MAUROY

Convention Nationale

du Parti socialiste

vendredi 20 mai 1988

Chers camarades,

Chers amis,

Permettez que mes premiers mots devant cette convention soient pour vous dire ma joie. Tout au long de ma vie militante j'ai rempli bien des fonctions. J'ai participé à la vie associative et à la vie parlementaire; j'ai animé des collectivités locales et assumé les responsabilités gouvernementales; j'ai connu les périodes de doute et de recul mais, depuis 1971, aux côtés de François MITTERRAND, je me réjouis de nous voir écrire ensemble des pages exceptionnelles. Je lui adresse l'expression de notre confiance et de notre amitié.

Après toutes ces responsabilités d'hier, celle de Premier secrétaire me comble parce qu'elle touche à ma conviction, à mon engagement, à mon espérance.

Je remercie Lionel JOSPIN pour l'action qui a été la sienne, sept années durant, à notre tête. Je m'efforcerai de m'inscrire dans la continuité de ce qu'a été cette action. Je m'efforcerai d'accroître encore le rayonnement et l'efficacité de cet outil collectif que nous avons librement choisi de nous donner : le parti socialiste.

Nous voici, mes amis, mes camarades, réunis en convention nationale extraordinaire. Extraordinaire comme la période que nous vivons.

Nous voici, une nouvelle fois, en charge du destin de notre parti, plus largement de notre peuple,. Il s'agit là d'une lourde responsabilité dont il importe que chacun d'entre nous soit conscient. En confiant, une seconde fois, la charge de la conduite de l'Etat à François MITTERRAND, les Français ont reconnu les qualités exceptionnelles d'un homme que, mieux que d'autres sans doute, nous pouvons comprendre et apprécier. Car si François MITTERRAND appartient aujourd'hui à la France toute entière, nous n'oublierons jamais qu'il fut notre Premier secrétaire. Croyez qu'en ce qui me concerne, je ne l'oublierai pas.

Jamais encore dans notre pays, un Président de la République n'avait, par deux fois, été consacré par le suffrage universel.

Cette nouvelle mission confiée à François MITTERRAND nous engage tous. Elle nous confère des responsabilités nouvelles, nous contraint à accepter dans toutes ses dimensions la volonté populaire qui s'est exprimée dans les urnes.

Parce que nous sommes des démocrates, parce que nous sommes respectueux de la volonté du peuple, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour que le message du 8 mai devienne la réalité de la France.

* *

*

Oui, nous voulons l'ouverture. Nous y sommes prêts, nous y resterons disposés quoiqu'il arrive.

L'ouverture qu'est-ce-que c'est ?

C'est une société plus ouverte.

C'est un monde politique plus ouvert.

C'est un parti socialiste plus ouvert.

Les valeurs qui ont triomphé le 8 mai s'appellent tolérance, dialogue, solidarité. Nous ne l'oublierons jamais.

L'ouverture c'est un état d'esprit. Nous en faisons montre. Et nous continuerons.

L'ouverture François MITTERRAND l'a proposée durant toute sa campagne électorale. Il l'a offerte le soir même de son élection. Il a proposé de la concrétiser lors de la formation du gouvernement. Et d'ailleurs, je constate que 40% des membres de l'équipe constituée autour de notre ami Michel ROCARD ne sont pas membres du parti socialiste.

Cette ouverture, les dirigeants de la droite l'ont refusée. Les partis traditionnels ont exercé d'incroyables pressions sur les républicains qui étaient prêts à accepter la main que nous leur tendions.

Non seulement ils l'ont refusée, mais même ils se sont attachés à l'interdire. Tandis que nous proposons l'ouverture, ils organisent la fermeture.

Ils distribuent leur nouveau label dont la sonorité guturale

évoque l'espèce de monstre d'une célèbre série télévisée américaine : URC.

Ils menacent d'exclusion ceux qui souhaitent participer à l'union de la France dans laquelle s'est engagé François MITTERRAND.

Ils se disposent à présenter des candidats contre ceux des leurs qui souhaitent répondre à notre appel.

Cette attitude de refus a été exprimée par les chefs de file de la droite avant la dissolution de l'assemblée nationale. En réalité, ce sont ces prises de position qui, très naturellement, ont conduit Michel ROCARD à estimer qu'il ne disposait pas des moyens parlementaires de conduire son action.

Car, ne soyons pas naïfs. Que signifierait un gouvernement qui devrait négocier chaque texte, chaque initiative, avec les battus d'hier, avec les minoritaires du suffrage universel, sans qu'eux mêmes ne prennent le moindre engagement pour l'avenir, ne donnent la moindre assurance sur la durée ? Qui pourrait accepter de se livrer ainsi, pieds et poings liés, au bon vouloir de forces politiques qui, à l'évidence, n'attendraient que les premiers aléas pour tenter de provoquer de nouvelles élections dans un contexte qu'elles estimeraient favorable à leur camp ?

Restons sérieux, la logique des institutions de la Vème République n'a jamais été fondée sur des majorités tournantes, des majorités d'idées et autres combinaisons de ce type. Je m'étonne même d'entendre les chantres traditionnels de nos institutions oublier leur fidélité à la Constitution au profit de leurs intérêts partisans et électoraux. Raymond BARRE a fait preuve de plus de dignité mais aussi de fidélité en reconnaissant que la décision du Président de la République s'inscrivait dans la plus parfaite logique constitutionnelle.

Si nous sommes favorables à l'ouverture, il est clair qu'elle ne peut être comprise comme tournant le dos au parti socialiste. François MITTERRAND réélu, nul ne comprendrait que le P.S. soit minoritaire à la tête de l'Etat !

. Rien ne peut être plus clair que ce qui se passe face aux électeurs, sous leurs yeux et qui est soumis à leur ratification. Telle est la démarche que nous avons choisie et qui est la seule conforme aux exigences de la démocratie.

Les centristes... mais je n'aime pas ce terme qui n'a pas grande signification politique. En effet, sous ce mot on trouve aussi bien des radicaux que des démocrates chrétiens ou des libéraux. Pour ma part, je

préfère parler de républicains, ou de modérés ou mieux encore de démocrates de progrès.

En réalité l'UDF voudrait se protéger du RPR et le CDS se protéger de l'UDF ! Je comprends cette ambition . Mais enfin, en instaurant la représentation proportionnelle nous leur avons donné les moyens de cette autonomie. Ils n'ont pas voulu, pas su ou pas osé, en faire usage. Nous n'en sommes pas responsables. Ce n'est pas nous qui avons rétabli un scrutin majoritaire qui tend effectivement à geler des blocs antagonistes. C'est au RPR, c'est à M; PASQUA que les républicains, que la droite modérée, devrait adresser leurs récriminations.

Nous prenons, quant à nous, acte d'une situation. Non seulement nous en prenons acte, mais encore nous essayons, par un effort sur nous-mêmes - un important effort au demeurant - de trouver des solutions qui soient acceptables par tous.

Mes amis, mes camarades, je le dis aujourd'hui à cette tribune avec solennité, je le dis au nom de notre parti tout entier, : le parti socialiste ne gouvernera pas seul.

Même si les électeurs nous accordaient une majorité absolue de sièges à l'Assemblée Nationale, nous ne voulons pas gouverner seuls.

Cet engagement je le prends en votre nom et je le prends après m'en être entretenu avec le chef de l'Etat, je le prends en accord avec François MITTERRAND, en accord avec le Premier Ministre avec qui j'en ai discuté.

Dans cette situation chacun comprend bien que nous ne pouvons pas assumer des responsabilités qui ne nous appartiennent pas. Nous avons pris acte du refus des formations politiques concernées par l'appel à l'ouverture lancé par François MITTERRAND. Nous en avons pris acte et le Président de la République en a tiré la conclusion en prononçant la dissolution de l'assemblée nationale.

Notre volonté d'ouverture demeure . Faute de pouvoir traiter avec des formations politiques, nous avons accepté de discuter avec des personnalités. Certaines sont déjà présentes au sein du gouvernement. D'autres vont bénéficier de notre investiture. Je comprends que, par fidélité à leurs engagements d'hier, d'autres souhaitent attendre encore. La fidélité à des principes et à des engagements est une attitude

plus répandue qu'on ne veut bien le dire dans la vie politique. Il faut le comprendre.

Le processus de recomposition de notre vie politique, engagé depuis l'élection présidentielle, sera nécessairement long et exigera différentes étapes. Nous le savons et nous y sommes prêts.

* *

*

Une première étape a été la formation du gouvernement de Michel ROCARD. Ce gouvernement compte en son sein de hautes personnalités de la Justice, de l'Industrie, de la Communication et de la Médecine. Je veux saluer notamment en votre nom la présence dans ce gouvernement, de Pierre ARPAILLANGE, de Roger FAUROUX, de Catherine TASCA, et de Bernard KOUCHNER.

Ce gouvernement est bien celui de l'ouverture. Il s'est élargi à des personnalités qui représentent la tradition républicaine et radical-socialiste . Je pense évidemment à Maurice FAURE, Jacques PELLETIER et à Michel DURAFOUR.

Nous vivons aujourd'hui la seconde étape avec l'attribution des investitures. Sur 555... circonscriptions métropolitaines, les socialistes ont choisi leur candidat. dans plus de 500. En accord avec le bureau exécutif, j'ai en effet tenu à ce qu'indépendamment de la brièveté des délais qui nous étaient impartis, nos procédures normales de désignation puissent néanmoins fonctionner. Même en cette période exceptionnelle, le respect de notre démocratie interne devait être assuré.

Nous nous sommes fixés deux objectifs : réussir l'ouverture et permettre à un nombre important de femmes d'être élues.

En ce qui concerne les candidatures féminines nous avons adopté le schéma suivant :

- tenter d'obtenir l'élection de 35 à 40 femmes;
- dans cette optique, donner une priorité aux députées sortantes dans la répartition des circonscriptions.
- dans toutes les fédérations ayant 5 circonscriptions gagnables ou plus, dont aucune n'est gelée, réserver l'une de ces circonscriptions à une femme;

L'ouverture politique s'exprime quant à elle de la manière suivante.

Dans 6 circonscriptions, nous ne présentons pas de candidat issu de nos rangs afin de faire la place à un membre du gouvernement, à une de ces femmes ou un de ces hommes qui, les premiers, ont répondu à l'appel de François MITTERRAND au soir du 8 mai.

Dans une quinzaine de circonscriptions conformément à une habitude déjà ancienne, nous cédon la place au Mouvement des radicaux de gauche. Si cette attitude n'est pas nouvelle, l'ampleur de notre geste est en revanche exceptionnel.

Dans 15 circonscriptions nous nous effaçons en faveur, cette fois, de ces républicains dont je parlais tout à l'heure. Par ces gestes individuels nous entendons préserver l'avenir.

Certes, la direction du parti communiste a pris la décision, originale sous la Vème République de se déclarer extérieure à la majorité présidentielle bien que, dans les urnes, elle y ait appartenu. Là encore nous ne prétendons pas assumer des responsabilités qui ne sont pas les nôtres. Nous avons simplement voulu, à titre symbolique, rappeler aux communistes que nous ne sommes pas les auteurs de ces attitudes d'exclusion. Nous voulons examiner la situation avec le PC et souhaitons

faire un geste.

Cette situation n'est le fruit d'aucune négociation, pas même d'une réelle conversation. Elle ne relève que de notre volonté. Elle entend aussi préfigurer ce que sera notre attitude lors du second tour de scrutin.

Car ce second tour constituera une troisième étape de l'ouverture.

En effet, lors de ce second tour, la droite va rencontrer le diable. Ses candidats, je le leur demande, sont-ils munis d'une longue cuillère ? Ils vont être nombreux à se trouver confrontés au problème d'un accord local avec le Front national. Et d'abord dans toutes les circonscriptions où l'extrême droite sera suffisamment puissante pour prétendre se maintenir.

Face à cette situation, certains à droite vont accepter de pactiser avec le diable tandis que d'autres préféreront demeurer fidèles aux principes républicains. Des situations objectives vont ainsi se dégager dont, pour notre part, nous tirerons les conséquences, toutes les conséquences.

Je le dis très clairement : nous pourrions être amenés, au

second tour dans certaines circonscriptions, à nous désister en faveur d'un républicain afin de faire battre le représentant du Front national ou ses alliés. A chaque fois que cela sera nécessaire, nous n'hésiterons pas à faire le choix républicain.

Ainsi se dessinera une troisième étape de l'ouverture.

Je mentionne pour mémoire simplement, la quatrième étape car elle n'est pas de notre compétence. Elle s'exprimera lors de la formation du nouveau gouvernement qui devra être constitué au lendemain du scrutin législatif.

Mais j'annonce en revanche, dès maintenant, que nous conserverons la même volonté d'ouverture, la même attitude d'accueil et de rassemblement, dans les prochains mois lorsque se poseront les problèmes de la préparation des élections municipales. Là encore, tous ceux, démocrates de progrès et républicains sincères, qui souhaiteront faire alliance avec nous seront bien accueillis.

Ainsi, progressivement, dans les mois et les années qui

viennent va s'imposer une nouvelle carte politique correspondant à la volonté clairement exprimée par le peuple français.

Ce qui ne veut, bien sûr, pas dire que la dialectique entre une majorité et une opposition doive disparaître. L'ouverture n'est ni la confusion, ni un illusoire consensus. Le pluralisme des idées est un élément essentiel de toute démocratie. Ce pluralisme ne peut pas s'exprimer seulement par un simple étalage de ces diverses idées. Il convient qu'elles s'entrechoquent, se critiquent, dégagent les unes par rapport aux autres une dynamique.

Faute de cette dialectique, il n'y aurait pas d'avancée dans la réflexion collective et le mouvement de la société. C'est l'absence d'une véritable opposition d'alternance qui, dans le passé, a probablement été le véritable talon d'Achille de la IVème République. L'ouverture oui, la dialectique majorité - opposition oui, ce avec quoi il faut rompre, ce à quoi les Français nous demandent de renoncer, c'est l'attitude héritée de la Ve République à ses débuts qui conduit un camp à prétendre s'approprier la totalité de la vie politique, à camper sur la société toute entière comme si elle était devenue sa chose.

Non, il n'y aura pas d'Etat P.S.

Oui, les socialistes assumeront la totalité des responsabilités qui leurs seront confiées par le suffrage universel.

Nous ne gouvernerons pas seuls, je le répète. Et nous savons aussi qu'au centre de la vie politique demeureront des personnalités, des groupes peut-être, qui, sans être enfermés dans une opposition de principe, refuseront pourtant de s'intégrer à la majorité présidentielle. Nous en tiendrons compte, là encore, dans nos attitudes et nos comportements. Toujours nous nous attacherons à permettre une pratique de la vie démocratique calme et apaisée.

* *

*

A cet égard, les premières mesures prises par Michel ROCARD et son équipe sont l'illustration de cette volonté. Les Français ne s'y trompent d'ailleurs pas ainsi que le montre leurs intentions de vote mesurées par les instituts de sondages. Et je le dis les réserves d'usage.

Michel ROCARD, a su, dès les premiers jours de son action à la tête du gouvernement, traduire en acte notre volonté d'apaisement.

En Nouvelle-Calédonie d'abord, où les excès d'un système colonial portent en eux les germes de la violence. Une violence que le gouvernement précédent n'a su qu'attiser par son abdication face aux intérêts particuliers qui ne s'identifient pas à l'intérêt général. Sur ce sujet, les néo-gaullistes du RPR n'ont semble-t-il retenu du passé de leur famille politique que le pire. Ils sont les héritiers de Jacques SOUSTELLE, pas ceux du général de GAULLE.

Il faut stopper impérativement ce cycle de la violence. Il faut restaurer un dialogue. Un dialogue qui aurait dû se nouer depuis longtemps, depuis des décennies. La Nouvelle Calédonie ne peut trouver la voie de son avenir que dans le strict respect par toutes ses composantes de la devise de la République : liberté, égalité, fraternité. Une devise qui, depuis trop longtemps, est demeurée lettre morte.

Appaisement encore que l'annonce de la prochaine mise en place d'un revenu minimum d'insertion. Pour cette troisième France dont je parlais au début de cette intervention, pour ceux qui ont "décroché" sous le choc de la mutation contemporaine, il faut que s'exprime la solidarité. Une grande politique de solidarité nationale est la condition de l'ouverture vers les chômeurs, les exclus, les nouveaux pauvres, ceux-là qui, au milieu de leurs difficultés se laissent entraîner par les adversaires de la

République.

Voilà quelle sera demain la politique que nous entendons soutenir à l'Assemblée Nationale. Cette politique, c'est celle de la lettre que François MITTERRAND a adressée aux Français. Cette lettre sera notre document de référence tout au long de la campagne législative puis demain pour gouverner la France.

Ensemble, derrière le Président de la République, aux côtés de Michel ROCARD et de son gouvernement, nous allons unir la France.

Parce que nous avons l'ambition de rassembler très largement les Français, il nous faut, nous socialistes, dans notre comportement collectif, offrir une préfiguration de cet objectif. Ce qui signifie que par notre discipline collective, par notre ouverture d'esprit, par nos comportements et nos attitudes, nous ne devons jamais contrarier notre projet commun.

Je le dis car je sais que des sacrifices réels ont été demandés à certains d'entre vous. Je sais qu'il n'est pas simple,

humainement, d'accepter de ne pas recueillir directement le fruit d'années de travail militant patient et dévoué.

A tous ceux qui se trouvent dans cette situation je dis notre remerciement, et notre amitié. Le destin d'une organisation politique comme le parti socialiste est nécessairement collectif. Les ambitions personnelles, aussi légitimes soient-elles, doivent savoir s'effacer derrière un intérêt collectif surtout lorsque celui-ci s'identifie, comme aujourd'hui, à l'intérêt de la France.

Mes amis, mes camarades,

Nous allons engager une nouvelle bataille, nous allons mener de nouveaux combats. J'emploie à regret ce vocabulaire militaire, mais ainsi le veut la vie politique.

En réalité, nous partons une nouvelle fois, dans nos villes et nos villages, au devant des Françaises et des Français. Une nouvelle fois, nous allons profiter de cette situation électorale, pour approfondir encore le dialogue que nous menons constamment avec le pays, un dialogue sur lequel nous avons fondé notre réussite et notre influence.

A chacune et à chacun je dis bon courage et bonne chance.

De vos efforts individuels dépend notre succès collectif;

de votre engagement militant dépend le nouveau visage de la démocratie française, de la France unie. Majorité présidentielle avec vous pour une France Unie. L'ouverture ne se fera pas en un jour ou en un mois mais pas à pas, étape après étape. C'est une oeuvre de longue haleine : il faut que les Français se rassemblent pour faire reculer le chômage, préparer l'échéance de 1992, et ensemble faire progresser la solidarité.

Bon courage mes camarades.

MAIGRE

Les socialistes ne soutiendront pas de centristes sortants

A part Roger Jouet (CDS), dans le Calvados, et un autre centriste dans le Bas-Rhin, les socialistes ne soutiendront pas de candidatures d'ouverture au 1^{er} tour, si ce n'est celles de cinq ministres non-socialistes et d'une quinzaine de personnalités « républicaines » dont Huguette Bouchardeau, ex-membre du gouvernement avant 86.

La montagne de l'ouverture a accouché d'une souris. Les socialistes ne soutiendront pratiquement pas de centristes au premier tour des élections législatives. Pour la deuxième fois, les retrouvailles PS-centre sont renvoyées à l'étape ultérieure. A l'entre-deux tours, ou encore après. Il y a quelques jours, c'est l'ouverture au niveau gouvernemental qui avait échoué, les uns et les autres s'en rejetant la responsabilité. Aujourd'hui, c'est au niveau législatif que cette entreprise de recomposition politique prouve ses limites.

A 22h, vendredi soir, lorsque Pierre Mauroy prononce son discours d'ouverture de la Convention nationale du PS sur les investitures, l'affaire est déjà perdue. Depuis le milieu de la semaine, le bureau exécutif et une commission ad hoc ont examiné dans tous les sens les formes de l'ouverture souhaitée. De multiples contacts ont été pris avec plusieurs personnalités centristes ou modérées au profit desquelles le PS envisageait de ne pas présenter de candidat. Les cas des UDF Jean-Pierre Soisson, Jean-Marie Caro et même Hervé de Charette ont notamment été discutés dans les hautes sphères socialistes. Mais tout s'est rapidement bloqué et le PS ne soutiendra finalement aucun député centriste sortant.

Les candidats au ralliement ont sans doute été dissuadés par la clarté voulue par les socialistes. Tout candidat « républicain » soutenu par le PS devait, à son tour, s'engager à soutenir le président de la République et l'actuel gouvernement. Autrement dit, il fallait passer d'un coup de l'autre côté de la frontière droite-gauche. Il semble bien que plusieurs centristes l'aient tardivement compris. Et qu'ils se soient effrayés de la perspective d'être combattus par un candidat estampillé URC.

Le cas de Roger Jouet, vice-président CDS du conseil général du Calvados, qui a reçu le soutien du PS dans la 5^e



Pierre Mauroy et Pierre Joxe, vendredi, lors du bureau exécutif du Parti socialiste.

circonscription du département, est parlant. Jouet a seulement été mis « en congé de parti » par les instances départementales du CDS et celles-ci ont précisé qu'elles ne soutiendraient aucun candidat dans cette circonscription. Mais Jouet, qui a pris un suppléant socialiste, affrontera un candidat URC, François d'Harcourt (CNI), ainsi qu'un candidat RPR dissident, Jean-Louis de Mourgues. Comme François Mitterrand a obtenu 54 % des voix dans cette circonscription, Jouet a de bonnes chances d'être élu avec les voix de la gauche. Mais les députés centristes sortants, souvent implantés dans des circonscriptions fort conservatrices, ne pouvaient se permettre ce genre d'exercice.

« On ne peut pas ouvrir avec des gens fermés », traduisait Lionel Jospin ven-

dredi soir. Mauroy a expliqué aux délégués que si le PS propose « l'ouverture » en direction des centristes, « les partis traditionnels » de la droite « organisent la fermeture ». Le premier secrétaire n'en a pas moins soutenu le choix de la dissolution de l'Assemblée nationale : « Ne soyons pas naïfs, que signifierait un gouvernement qui devrait négocier chaque texte, chaque initiative, avec les battus d'hier, avec les minoritaires du suffrage universel, sans qu'eux-mêmes prennent le moindre engagement pour l'avenir ? » Mauroy ajoute que « François Mitterrand réélu, nul ne comprendrait que le PS soit minoritaire à la tête de l'Etat ». Mais il conclut en affirmant « avec solennité » que son parti « ne gouvernera pas seul ».

En attendant, l'heure était à la préparation des listes de candidats. L'étro-

tesse de l'ouverture n'a pas empêché les difficultés. Elles ont été examinées pendant la nuit de vendredi à samedi par une commission des résolutions composée des 61 principaux dirigeants socialistes. Parachutages contestés localement, conflits internes à certaines fédérations, autres contentieux sur les votes d'investiture ont été au menu de ce labeur nocturne qui s'est achevé à 4h30 du matin.

Mais les dirigeants socialistes ne se sont finalement pas trop étripés. Même si le raisonnement est plus mathématique qu'électoral, les 400 circonscriptions où Mitterrand l'a emporté le 8 mai ont permis de caser bien des ambitions. La lutte des places a été moins féroce qu'en 1986 où le PS pensait ne pouvoir compter que sur 180 sièges. En outre, les principaux courants se sont finalement mis d'accord sur le partage du gâteau. Les jospino-mauroyistes se sont plutôt bien entendus avec les rocardiens, parfois au détriment des fabiusiens. Les amis de Jean-Pierre Chevènement ont, eux aussi, participé à cette démarche consensuelle.

La liste de tous les candidats du PS a donc été adoptée à l'unanimité moins une abstention (celle du sénateur Jean-Luc Mélançon) par la commission des résolutions au petit matin. Samedi matin, elle a ensuite été ratifiée à l'unanimité (moins trois voix contre, trois abstentions et trois refus de vote) par la Convention nationale. Devant les délégués, Mauroy a reconnu être déçu par le manque de résultat concret de la politique d'ouverture : « Nous avons tendu la main à de nombreuses personnalités du centre, mais les partis de droite ont organisé la fermeture et ont menacé ceux qui dialoguaient avec nous. » Il espère toujours qu'arrivera à se constituer, dans la prochaine Assemblée, un « groupe des démocrates de progrès » afin de permettre aux socialistes

d'échapper à la solitude. « Nous ne gouvernerons pas seuls », a réaffirmé hier le numéro un socialiste.

Ce fameux groupe de « démocrates de progrès » serait pourtant bien hétérogène. Le PS annonce qu'il a accordé son investiture à seize personnalités « républicaines » non membres du gouvernement Rocard. Il faut d'abord y retrancher Julien Dray qui, pour être « numéro deux » de SOS-Racisme, n'en est pas moins membre du PS. Cette liste comprend également six députés sortants : Huguette Bouchardeau (candidat dans la 4^e du Doubs), Henri Fiszbin (8^e de Moselle), Alain Calmat (3^e du Cher), Gérard Weltzer (1^{er} des Vosges) et Robert Borrel (4^e de Savoie) et Alexandre Léontieff (Polynésie). Ces noms relèvent plutôt de l'ouverture pratiquée il y a deux ans. Le PS offre une circonscription risquée (Mitterrand y a obtenu 48 % le 8 mai) à l'écologiste Didier Anger (4^e de la Manche). Michel Moussel, ancien dirigeant du PSU, n'est guère plus sûr d'être élu dans la 6^e du Val-d'Oise. Le gaulliste de gauche Pierre Dabezies, candidat dans la 3^e de Haute-Saône, aura la tâche plus facile, mais il avait déjà été élu député en 1981. Le candidat non-socialiste le plus connu n'est autre que Bernard Tapie (6^e des Bouches-du-Rhône). Autres candidats de l'ouverture : l'ancien responsable du syndicat de la magistrature François Colcombet (1^{er} de l'Allier), l'ancien président de l'université de Saint-Etienne, Pierre-Roger Gaussin (1^{er} Loire), Jacques Dondoux (2^e Ardèche) et tout de même deux centristes connus comme tels, Roger Jouet (5^e Calvados) et Pierre Schott (9^e Bas-Rhin).

Par ailleurs, cinq membres non-socialistes du gouvernement ont obtenu une circonscription gagnable : François Doubin (3^e Seine-Saint-Denis), Bernard Kouchner (20^e Nord), Lionel Stoléru (5^e Oise), Brice Lalonde (1^{er} Seine-et-Marne) et Thierry de Beaucé (3^e Seine-et-Marne). Le PS soutiendra aussi dix-sept radicaux de gauche dont sept députés sortants. Il a finalement décidé de présenter un candidat même lorsqu'un dirigeant communiste est sortant. Les socialistes se sont cependant efforcés de gêner le moins possible certaines personnalités. Ils ont ainsi investi des candidats peu implantés localement face à Georges Marchais dans le Val-de-Marne et à André Lajoine dans l'Allier. La jeune génération socialiste n'a pas été oubliée avec les candidatures de Jean-Christophe Cambadélis (20^e Paris), Julien Dray (10^e Essonne) et Isabelle Thomas (12^e Seine-Saint-Denis). Tous ces candidats se présenteront sous l'étiquette « majorité présidentielle pour la France unie ». Le profil de Mitterrand en ombre chinoise devrait apparaître dans un coin de leurs affiches.

Eric DUPIN

François Doubin a déclaré que le MRG tenterait de former un groupe parlementaire à l'Assemblée avec « ceux qui entendent donner au pays une véritable majorité de gouvernement, diversifiée mais unie ».

MINIMUM

Au PC, les figures et les fortes têtes

Le Parti communiste a réinvesti tous ses députés sortants. Parmi eux, les ténors du Parti et des personnalités marquantes, dont des « contestataires ».

Avec 35 députés sortants, dont 32 en métropole : le Parti communiste a communiqué ses listes pour les élections législatives hier matin. Le PC, qui a baptisé ses listes « des candidats de rassemblement des forces de gauche », critique vivement le mode de scrutin majoritaire. Compte tenu de la nouvelle baisse de son audience enregistrée lors de la présidentielle, ces élections se révèlent un véritable handicap.

Les dirigeants communistes sont presque tous candidats dans les circonscriptions où ils se présentent habituellement : Georges Marchais à Villejuif, dans le Val-de-Marne — dont il est l'élu depuis 1973 et où il sera opposé à Pierre Zémor, membre du cabinet de Michel

Rocard —, Roland Leroy en Seine-Maritime, Gisèle Moreau et Paul Laurent à Paris et Maxime Gremetz dans la Somme.

André Lajoine est candidat dans son fief traditionnel de l'Allier — avec un candidat socialiste en face de lui, Marcel Pisani —, Charles Fiterman est en lice, comme en 1986 dans le Rhône, où il est investi dans la 14^e circonscription (Vénissieux). Il affrontera la socialiste Marie-Joséphine Sublet dans une compétition qui s'annonce difficile.

Des personnalités marquantes, comme les sénateurs Hélène Luc — présidente du groupe au Sénat — et Charles Lederman, dans le Val-de-Marne, ainsi que des « anciens » comme

André Tourné dans les Pyrénées-Orientales et André Soury en Charente ont également été investis. Deux députés sortants qui avaient depuis plusieurs mois, et tout particulièrement la semaine dernière, émis de vives critiques vis-à-vis de la direction et avaient appelé à « un effort de reconstruction » du PCF sont candidats. Il s'agit de l'ancien ministre Marcel Rigout en Haute-Vienne, et Mme Colette Goeuriot, en Meurthe-et-Moselle.

D'autres personnalités, proches de Marcel Rigout — notamment Martial Bourquin dans le Doubs et Dominique Bicchini en Corse-du-Sud —, sont également réinvesties.

(AFP)

PROMENADE

Solutré: le grand air de l'ouverture

François Mitterrand, qui a accompli hier son traditionnel pèlerinage sur La Roche-de-Solutré, a longuement insisté auprès des journalistes sur sa volonté d'ouverture: «Il n'est pas sain qu'un seul parti gouverne», a-t-il affirmé.

La Roche-de-Solutré (envoyé spécial)

François Mitterrand a fait hier son pèlerinage de La Roche-de-Solutré. Il était d'une humeur de rose. Au cours de la traditionnelle conversation avec les journalistes, le Président n'a cessé de plaider pour «l'ouverture»: «Il n'est pas sain qu'un seul parti gouverne. Ça ne correspond pas à la réalité française», a-t-il martelé, après être grimpé sur cette roche anagramme de Solutré, accompagné seulement, cette année, de Roger Gouze, son beau-frère, de Jack Lang, de Charles Hernu et de Baltique, son labrador. A quelques jours du premier tour des législatives, il a donc repris son bâton de pèlerin pour entamer ce refrain de l'ouverture en dressant toutes «les opportunités qui se sont présentées».

Il y a eu d'abord la première «au lendemain de mon élection». Mais, «avant même que je n'ouvre la bouche», constate-t-il, «Giscard d'Estaing parlait d'opposition constructive. Opposition à qui? A l'époque, on ne parlait pas de dissolution de l'Assemblée nationale. Il fallait bien que j'en tire la conclusion», dit-il. Avant de constater: «C'est pas nous qui avons apporté la réponse. Tous ceux qui représentaient des formations politiques, des partis, avaient tous dit non entre le dimanche soir et le mercredi... Même M^{me} Veil qui avait, en trois jours, précisé ses propos. Tout était dit, tout était fait. Le reste n'était plus que de la tactique de leur part. Le gouvernement

était désormais dans leurs mains. Ce sont des faits, pas des jugements de valeur ou moraux», remarque-t-il.

La «seconde ouverture» s'est faite, selon lui, au moment de la constitution du gouvernement. Là encore, il «regrette» ces refus et constate seulement qu'il était «difficile pour des gens qui ont appelé à voter à cor et à cri pour Chirac de changer d'avis». Là encore il ne jette la pierre à personne. Cela a échoué. Il comprend d'ailleurs ses adversaires de la veille et parle d'un «problème de dignité, d'amour propre, d'engagement à respecter». Il s'y attendait même. Si «l'idée d'un tel ralliement était dans certaines cervelles», explique-t-il, ça ne l'était pas dans la sienne, en gommant toutes les approches faites entre les deux tours au lendemain du 8 mai par certains conseillers de l'Elysée ou de Michel Rocard. Le «risque» même aurait été que le gouvernement ait pu précisément obtenir «une majorité de circonstance» si l'UDF, qu'il ne cite pas, avait été «raisonnable». L'ouverture qu'il appelle en effet de ses vœux doit se faire sur quelque chose de stable.

D'où cette dissolution. Il l'a voulue. «Sur le terrain politique comme sur le terrain militaire, il ne faut jamais laisser l'initiative à l'adversaire et se vouer à être battu ou éliminé par le choix des adversaires de la veille», remarque-t-il avant d'entrer dans des explications plus circonstanciées: «J'avais fini par être piqué que l'on dise que j'allais condamner la France à l'immobilisme», dit-il avant



Promenade annuelle pour Mitterrand à Solutré.

d'ajouter: «Je voulais leur démontrer que ça allait bouger. Et d'ailleurs ça a rarement autant bougé.» Et que ceux qui crient maintenant au loup ne viennent pas pleurer. Il se fait un malin plaisir de retracer en effet «l'histoire merveilleuse» de ce scrutin majoritaire. Les communistes lui auraient fait un reproche de s'allier avec la droite s'il n'avait pas dissous. Il dissout et les voilà maintenant «condamnés» à se retrouver réduits. Pour les centristes? «J'ai encore dans l'oreille tout ce que l'on a dit sur la proportionnelle qui a amené le

Front national.» Le scrutin majoritaire, «ils l'ont tous voté», constate-t-il: «J'avais prévenu M. Chirac et j'avais dit: on est généralement battu par les lois électorales qu'on fait.»

La troisième opportunité de cette ouverture peut se présenter entre les deux tours des législatives ou au lendemain avec la formation du gouvernement. Certes, selon lui, les Français ont déjà fait leur choix entre la droite et la gauche. Mais «les Français ne sont pas détenteurs d'une carte de parti. Leur choix n'est pas fixé à l'avance», affirme-

t-il. Et même s'il ne devait rien en sortir, il «continuerait quand même» à la vouloir, à la réclamer. Il «n'est pas sain», selon lui, «qu'un seul parti gouverne. Cela ne correspond pas à la réalité française. Une majorité absolue de députés, ça ne veut pas dire une majorité absolue de suffrages», explique-t-il. Certes les partis politiques comprennent mal ce besoin de l'élargissement. Le PS comme les autres ont l'habitude de voir la réalité à travers «ce prisme déformant» d'une majorité parlementaire. Lui s'y refuse et affirme que son «rôle» est de la faire. «Je dois donner l'exemple», déclare-t-il même à maintes reprises: «L'ouverture, il faut la faire, même si on a la majorité absolue. C'est justement parce qu'on n'en a pas besoin qu'on peut la faire. Et c'est mieux», dit-il. Encore faut-il, là encore, que les autres le veuillent.

Selon lui, «il faut que d'autres familles d'esprit prennent part au gouvernement de la France. Cela ne se traduira pas forcément par des alliances de partis. Le champ des hypothèses est ouvert», déclare-t-il en parlant de ce centre qui a été «toujours à droite» ou de ces «hommes de valeur», «sympathiques», qui «s'allient souvent avec la gauche» localement et qui «auraient pu entrer dans ce gouvernement» de Michel Rocard.

Il attend donc de voir «les perspectives» au lendemain du second tour en précisant que «ces républicains» se détermineront pour cinq ans. Et «s'il n'en font encore rien», il reste optimiste: «On verra bien, mais je continuerai quand même». Là encore, au moins jusqu'au boutoir des municipales, qui risque de bloquer une fois de plus cette ouverture. «Je ne peux pas forcer les gens... Il n'est pas possible qu'il n'y ait pas des hommes et des femmes politiques importants qui ne se rendent compte que nous avons besoin d'élargir nos bases pour affronter les échéances qui nous attendent, au premier rang desquelles le défi de l'Europe», déclare-t-il. Il compte également sur «la volonté populaire» favorable à cet élargissement. Selon lui, «elle finira par s'imposer». Il est donc optimiste. «Chaque situation nouvelle crée des comportements nouveaux. Je compte dessus. Je compte sur la bonne foi et la bonne volonté», conclut-il avant d'ajouter: «Tout est négociable sauf quelques grands principes.» Parmi lesquels l'impôt sur les grandes fortunes dont «le gouvernement va étudier les modalités».

Gilles BRESSON

Mitterrand II «entend persévérer» pour «rassembler»

Alors que l'"ouverture" patine, le président Mitterrand a affirmé samedi à l'Elysée au cours de la cérémonie d'investiture de son second mandat sa volonté de poursuivre sur la voie du «rassemblement». Cocktail.

C'était cool, c'était à l'heure et, par-dessus le marché, c'était rapide. Ça tombait bien parce que beaucoup d'invités du PS, Pierre Mauroy, le premier secrétaire, en tête, n'avaient pas fermé l'œil de la nuit précédente pour cause de commission d'investiture. Rien à voir avec le 21 mai 1981 et son Panthéon. François Mitterrand s'est passé les pouvoirs plus vite que Charles de Gaulle en 1965: la cérémonie, alors, avait duré une demi-heure. En ce samedi qui précède la fête de la Pentecôte, à 11 heures du matin, il a suffi de vingt minutes à Mitterrand I pour devenir officiellement Mitterrand II. Il ne s'est pas serré la main, il ne s'est pas regardé dans une glace, il ne s'est pas promené dans un quelconque monument, il n'a même pas fait dans le symbole. Il était chez lui, il y est resté, forcément tranquille.

La simplicité de cette auto-passation était d'autant plus biblique qu'elle était éminemment surveillée par l'œil épiscopal du cardinal Decourtray, président des évêques de France, ceinturé de violet, et l'œil archi-épiscopal du cardinal Lustiger, archevêque de Paris. Sans parler des militaires. Mais le fait est qu'en ce début de week-end de la Pentecôte, gentiment prolongé à l'intention de la population scolaire par le héros du jour lui-même, et à 11 heures du matin, malgré l'excellence du buffet, l'élégance de la garde républicaine et la qualité des invités, on comptait moins de monde que prévu sur la liste préfabriquée des personnalités présentes.

On notait par exemple l'absence de

Gérard Depardieu, Charles Trenet, Renaud ou Sandrine Bonnaire. Pas l'ombre non plus de Marguerite Duras, Dominique Rocheteau ou Françoise Sagan. Mais il y avait dans la salle des fêtes de l'Elysée, comme prévu, outre Daniel Auteuil, Françoise Giroud, Harlem Désir et Bertrand Poirot-Delpech (de l'Académie française), les 150 personnes indispensables à l'événement, bien rangées selon le protocole. Jacques Chirac, maire de Paris, était représenté par son premier adjoint Jean Tibéri. Dans la série anciens ministres, il y avait seulement Pierre Mauroy et Laurent Fabius. Pas non plus de VGE. C'était vraiment famille.

Une minute avant le début, quelqu'un a séparé Michel Rocard, Premier ministre (PS), Alain Poher, président du Sénat (UDF), et Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale dissoute (RPR), qui discutaient ensemble, pour les mettre dans la position réglementaire, en arrière mais en force derrière le micro présidentiel. Michel Rocard a pris très vite la posture garde-à-vous. Chaban a fait mine de se croire à l'entrée d'un couloir de stade. Alain Poher a gardé les yeux ouverts. Danielle Mitterrand, de rose vêtue, a pris sa place habituelle. Sous les lustres de la grande pièce, on reconnaissait, en tournant, le Conseil constitutionnel, le gouvernement, les invités personnels, la famille, la presse, les collaborateurs de l'Elysée.

L'orchestre de chambre de la garde républicaine jouait une petite musique de jour quand le président de la Répu-

blique est arrivé pile à l'heure prévue (il n'y a que les retransmissions télé en direct qui obtiennent ce miracle), décontracté si l'on compare à son look de l'an 1981. Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel, lui a annoncé tout de suite la bonne nouvelle: François Mitterrand a recueilli 16004279 suffrages. Contre 14218970 pour Jacques Chirac. L'ancien ministre de la Justice a ajouté des félicitations et des vœux chaleureux pour un nouveau septennat. Le grand chancelier de la Légion d'honneur, le général Biard, a montré le collier de grand commandeur que le Président peut se mettre autour du cou si ça lui chante dans les grandes occasions (Georges Pompidou a été le dernier à le faire).

Le Président avait à la main deux feuillets d'acte de foi dans le socialisme ouvert. Il les a lus: «Ce mois de mai n'a pas vu les bons l'emporter sur les méchants — ni le contraire d'ailleurs.» — par le cœur et par l'esprit la France aspire à rassembler ses forces dans le respect de ses valeurs (...). C'est sur ce thème que je me suis engagé devant le pays. Notre peuple l'a ratifié. Au-delà des vicissitudes du moment, des hésitations, des retards, séquelles normales de nos compétitions ou lenteurs de l'Histoire prise au piège de ses habitudes, j'entends persévérer.» (...) Il a expliqué qu'il ne séparait pas «le devoir politique d'ouverture de l'obligation sociale de solidarité, ni l'obligation de solidarité de l'esprit d'entreprise». Qu'il voulait donner «priorité au dialogue ici et là-bas, à l'autre bout de la planète» (plus précisé-

ment en Nouvelle-Calédonie). Et qu'il souhaitait que le «principe-espérance» triomphe des «pulsions de la peur et de l'affrontement».

Après quoi, pendant que ses deux petites-filles jouaient à chat parmi les invités, le président de la République a passé seul en revue sur la pelouse le premier régiment d'infanterie de la garde républicaine, dévolu à sa fonction. Coincé comme tout le monde derrière les fenêtres, Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, faisait semblant de râler: «On voit rien!» Ensuite, ils sont (presque tous) partis pour Solutré voir si le Saint-Esprit y était aussi.

Françoise BERGER

Méhaignerie (CDS): le PS veut notre «soumission»

Pierre Méhaignerie, président du CDS, a accusé dimanche le PS de vouloir «d'abord la soumission» des centristes, et d'avoir mis en œuvre «un peu une tentative d'acheter des hommes». En réponse aux propos du premier secrétaire du PS, Pierre Mauroy, affirmant que les socialistes avaient fait un «effort sans précédent» dans le sens de «l'ouverture» aux centristes, Pierre Méhaignerie a affirmé: «Si la pêche aux centristes a été quasiment nulle, il faudrait peut-être que les socialistes daignent s'interroger au lieu d'accuser.»

«Leur tactique d'offrir des sièges de ministre ou des circonscriptions à quelques individus, c'est une méthode inefficace et même immorale. C'est un peu une tentative d'acheter des hommes», a-t-il

ajouté. «La véritable ouverture, et les socialistes le savent bien, ne peut avoir lieu qu'à partir de ce qui intéresse les Français dans leur vie de tous les jours, les actes du gouvernement et du Parlement», a-t-il poursuivi.

Selon le président du CDS, «l'ouverture ne peut avoir lieu que si on respecte l'autonomie et les valeurs du partenaire d'en face», alors que les socialistes veulent sa «soumission», et ont à son égard une «logique d'assimilation». «La forme d'ouverture ainsi proposée, c'est de la poudre aux yeux, c'est un slogan électoral», a-t-il ajouté.

Méhaignerie estime «digne» le fait «qu'aucun des 115 parlementaires centristes n'ait accepté de renoncer à ses convictions pour un siège».

P.S. : ouverture... surtout au M.R.G.

Malgré leurs efforts, les dirigeants socialistes n'ont rallié que peu de centristes et de « vrais républicains », au point de reconnaître leur « déception » hier matin, après une nuit de course contre la montre pour adopter la liste définitive des candidats soutenus par le P.S.

Il aura fallu plus de six heures de discussions entre les 61 principaux dirigeants du P.S., réunis en commission des résolutions en marge de la convention, pour parvenir à « caser » la plupart des leaders socialistes et députés sortants du P.S. ou du M.R.G. Il a été en outre nécessaire de satisfaire les membres non-socialistes du gouvernement auxquels on avait promis des circonscriptions « gagnables », ainsi qu'une demi-douzaine de personnalités ayant rejoint la majorité présidentielle.

« Déception »

Mis à part Lionel Stoléru et une demi-douzaine de responsables ou élus locaux, notamment C.D.S., la plupart des centristes contactés ont clairement refusé de rejoindre la majorité présidentielle, ou décidé de différer leur réponse après le premier tour ou le second tour des élections, de crainte de subir les représailles de l'alliance U.D.F.-R.P.R. de l'U.R.C. qui aurait pu leur opposer un candidat.

A l'issue de la convention, M. Mauroy a dit sa « déception » devant la fin de non-recevoir opposée à cette ouverture par les dirigeants des partis de droite qui, selon eux, ont répondu aux offres d'ouverture, par un « verrouillage ».

Dans ces circonstances, les dirigeants socialistes espéraient minimiser les risques de dissidence de socialistes écartés de l'investiture soit en raison de « parachutages » de certains de leurs camarades, soit pour laisser la place à de « bons républicains », voire à des personnalités non-socialistes du gouvernement de Michel Rocard.

Ainsi, Lionel Stoléru, Bernard Kouchner, Brice Lalonde, Thierry de Beaucé vont postuler à la députation, tout comme Roger Bambuck, finalement candidat dans la 5^e circonscription de l'Essonne et le président du M.R.G., François Doubin qui tente sa chance dans la 3^e de Seine-Saint-Denis.

Seize autres radicaux de gauche bénéficient du soutien du P.S., ce qui pourrait favoriser la constitution d'un groupe de « démocrates de progrès » à l'Assemblée, aux côtés du groupe socialiste, comme le souhaite M. Mauroy.

Des socialistes dans les fiefs communistes

Après discussions et, semble-t-il, quelques hésitations au sein de la commission des résolutions, il a été décidé d'opposer des candidats socialistes aux dirigeants du P.C.F. Selon les observateurs, cette décision a été prise d'une part parce que les communistes ont fait savoir publiquement qu'ils ne sollicitaient pas l'aide du P.S., mais aussi parce que les socialistes veulent mar-



Pierre Mauroy est déçu, mais déterminé à poursuivre la politique d'ouverture du P.S.

(Ph. V.D.N.)

quer leur volonté de se retirer en faveur d'un communiste arrivé en tête. M. Mauroy a d'ailleurs parlé de la nécessaire « discipline républicaine » du désistement à gauche, allant jusqu'à envisager, si nécessaire, le retrait d'un candidat socialiste en tête au premier tour, au profit de telle ou telle personnalité du P.C.F.

Un membre du cabinet de Michel Rocard, Pierre Zémor, affrontera Georges Marchais dans le Val-de-Marne et il y aura aussi des candidats socialistes face à André Lajoinie dans l'Allier ou Marcel Rigout dans la Haute-Vienne.

Il a fallu aussi trouver « au finish » des circonscriptions à certains jeunes du parti, comme Isabelle Thomas, Julien Dray ou Jean-Christophe Cambadélis (lire ci-contre).

D'autres députés sortants ont dû pour leur part « émigrer », tels le « communiste unitaire » Henri Fiszbin qui quitte les Alpes-Maritimes pour une circonscription en Moselle, tandis que l'ancien président de la commission des Finances de l'Assemblée, Christian Goux, abandonne lui aussi le Midi (le Var) pour un ciel électoral plus clément, dans l'Eure.

Enfin, Eric Hintermann, président de l'alliance social-démocrate, a affirmé, hier, avoir été investi par le P.S. dans la 5^e circonscription de Haute-Savoie, mais a ajouté qu'il refusait cette investiture car « il ne voulait pas cautionner une caricature d'ouverture ».